Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

25 mai 2004
N°125 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

GUERRE DES CIVILISATIONS

L'anéantissement du patrimoine culturel irakien

Un an après le sac du musée de Bagdad, le Conseil provisoire de gouvernement assure que l'ampleur des pillages a été surestimée et que les forces de la Coalition ont récupéré la presque totalité des objets volés. La vérité est toute autre : avec la complicité du Pentagone, un gang de trafiquants s'est emparé de ce qui pouvait l'être lors de la chute du régime. Puis, il a organisé de vastes fouilles sauvages sur les sites archéologiques, notamment assyriens et babyloniens. En outre, les forces états-uniennes ont détruit quantité de monuments omeyyades et abbassides au cours des récents combats urbains contre la résistance. Le remodelage US du Proche-Orient passe-il par l'anéantissement des cultures ?

page 2

Le péril islamiste est désormais européen !

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

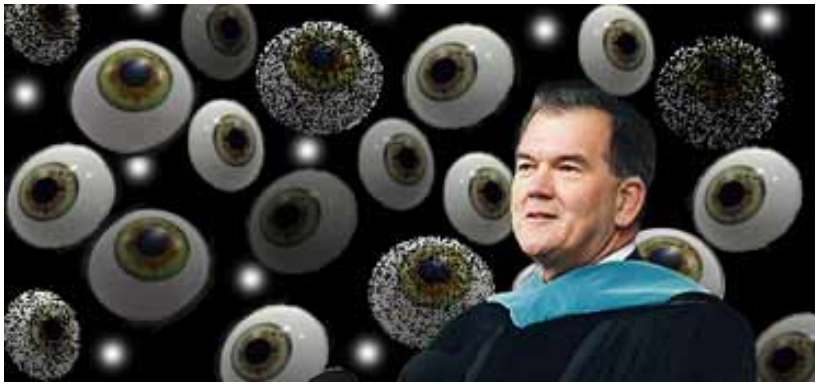
Daniel Pipes présente une étude du Nixon Center sur les dangers que l'immigration fait peser sur la sécurité nationale des États-Unis et préconise que ceux-ci se méfient aussi désormais des voyageurs européens lorsqu'ils sont de confession musulmane. Ces affirmations s'appuient sur une étude tronquant les travaux de Rohan Gunaratna et sur une vision apocalyptique des banlieues françaises issue des « expertises » de Jean-François Clair et Jean-Louis Bruguière.

page 7

REPÈRE : 17 MAI 1802

La France rétablit l'esclavage

Après la signature de la paix d'Amiens, traité par lequel l'Angleterre restitue la Martinique à la France, puis la reddition de Toussaint Louverture au général Leclerc en Haïti/St-Domingue, le Premier consul Bonaparte signe, le 17 mai (27 floréal an X), les trois articles de la loi sur le rétablissement de l'esclavage et la traite des Noirs. L'opinion esclavagiste exulte avec B. Deslozières qui écrit, le 20 mai : « *Et toi, féroce Africain, qui triomphes un instant sur les tombeaux de tes maîtres que tu as égorgés en lâche, [...] rentre dans le néant politique auquel la nature elle-même t'a destiné. Ton orgueil atroce n'annonce que trop que la servitude est ton lot. Rentre dans le devoir et compte sur la générosité de tes maîtres. Ils sont blancs et français.* » Sala-Molins remarque qu'on revient à un régime juridique pire que celui qui régnait avant 1789 : Bonaparte ordonne à Leclerc d'expulser toute femme blanche ayant eu des rapports sexuels avec un Noir. L'accès au territoire métropolitain est strictement interdit tant aux Noirs qu'aux métis. ■



L'ŒIL DU PENTAGONE « RELOADED »

C'est avec les fonds et sous la supervision du Département de la Sécurité intérieure (DHS) de Tom Ridge que Seisint, une entreprise spécialisée dans l'extraction de données installée en Floride, a développé une base évolutive qui stocke des informations sur l'ensemble de la population. Elle attribue un « *quotient terroriste* » à chaque individu en fonction de critères tels que l'origine ethnique ou la détention de brevets de pilote. « MATRIX » (pour *Multistate Anti-TeRrorism Information eXchange*, « échange inter-États d'informations anti-terroristes »), est le trivial acronyme choisi pour ce programme de surveillance qui rappelle étrangement le TIA (Voir notre article « *L'œil du Pentagone* ») dont le Congrès avait obtenu l'arrêt. Ayant lancé le projet de sa propre initiative peu après le 11 septembre 2001, Seisint en a confié le contrôle au DHS pour 8 millions de dollars en juillet 2003, après que Jeb Bush, gouverneur de l'État de Floride et frère de George W., l'eut personnellement recommandé au vice-président Dick Cheney. ■

Guerre des civilisations

L'anéantissement du patrimoine culturel irakien

Un an après le sac du musée de Bagdad, le Conseil provisoire de gouvernement assure que l'ampleur des pillages a été surestimée et que les forces de la Coalition ont récupéré la presque totalité des objets volés. La vérité est toute autre : avec la complicité du Pentagone, un gang de trafiquants s'est emparé de ce qui pouvait l'être lors de la chute du régime. Puis, il a organisé de vastes fouilles sauvages sur les sites archéologiques, notamment assyriens et babyloniens. En outre, les forces états-uniennes ont détruit quantité de monuments omeyyades et abbassides au cours des récents combats urbains contre la résistance. Le remodelage US du Proche-Orient passe-il par l'anéantissement des cultures ?

Dans une déclaration jeudi 20 mai 2004 à l'agence de presse allemande DPA, le ministre de la culture du Conseil provisoire irakien de gouvernement, Mufid Jazairi, a indiqué que l'on était toujours sans nouvelles de 9 000 à 10 000 œuvres d'art volées au musée de Bagdad. « *Nous allons retrouver de nombreuses œuvres lorsque les conditions de sécurité se seront améliorées* », a-t-il poursuivi, optimiste [1].

D'ailleurs, les principales pièces du musée, une collection de bijoux du VIIIe

siècle et connues sous le nom de « *Trésors de Nimrod* », ont été exposées en grande pompe, le 3 juillet dernier. Pendant trois heures et en présence de centaines de journalistes étrangers, l'ambassadeur L. Paul Bremer III et le conseil archéologique de la Coalition, l'ambassadeur Piero Cordone, avaient doctement expliqué que sur les 180 000 pièces du musée, seules 3000 manquaient encore à l'appel, dont uniquement 47 de valeur unique [2].

Les déclarations de Jacques Chirac qualifiant les cambriolages des musées irakiens de crimes contre l'humanité et l'effervescence de l'UNESCO [3] qui suivit n'étaient donc que des manifestations hystériques d'anti-américanisme. Les mises en cause d'un groupe de marchands d'art, l'American Concil for Cultural Policy (ACCP), que nous avions publiées, il y a un an, étaient donc diffamatoires (cf. « Qui a planifié le pillage des musées nationaux irakiens ? », *Voltaire*, 17 avril 2003). C'est tout au moins ce que les forces d'occupation et leurs collaborateurs souhaitent faire croire et c'est la propagande lénifiante que reprennent certains de nos confrères.

En réalité et contrairement aux communications officielles US, le problème est plus grave encore que nous ne l'avions rapporté. Le pillage des œuvres irakiennes a bien été planifié à l'avance et exécuté avec la complicité active de l'armée des États-Unis. Il s'est agi à la fois de vols systématiques des pièces conservées dans les musées nationaux, mais surtout de fouilles industrielles des sites archéologiques. En outre, les forces de la Coalition ont détruit de très nombreux monuments et sites, parfois par méconnaissance, souvent de manière délibérée.

Pour comprendre les enjeux de cette polémique, remémorons-nous la période précédant la guerre. Depuis une décennie, Irchad Yassine, beau-frère de Saddam Hussein, exporte discrètement des œuvres irakiennes. À partir de 1994, des marchands d'art états-uniens, regroupés autour de l'avocat Aston Hawkins [4] au sein de l'ACCP, acquièrent le monopole de cette filière. Yassine leur vend les principales pièces du musée d'Assour. Ils s'intéressent aussi à l'art dans toutes les zones de conflit, notamment l'Afghanistan. À l'annonce de la guerre, ils reçoivent des commandes de richissimes clients qui indiquent sur catalogue les pièces de musées qu'ils souhaitent acheter. Des scientifiques du monde entier se mobilisent pour prévenir le pillage annoncé. Colin Powell demande un avis à son conseiller Thomas Warrick. Celui-ci rend au printemps 2002 un rapport, intitulé *Projet pour l'avenir de l'Irak*. Il y indique qu'une période d'anarchie suivra la chute du régime de Saddam Hussein et que les trafiquants en profiteront pour piller les musées. Powell transmet le rapport à la Maison-Blanche et au Pentagone [5]. Pendant ce temps, les scientifiques multiplient les courriers aux responsables politiques. Interviennent ainsi des spécialistes de renom comme McGuire Gibson (Oriental Institute, université de Chicago) ou Neil MacGregor (directeur du British Museum).

La catastrophe semblant inévitable, le député français Didier Julia, lui-même archéologue, se rend en Irak, en février 2003, pour convaincre la conservatrice nationale de protéger son patrimoine [6]. Il organise le transfert des dizaines de milliers de pièces dans des caves qui sont aussitôt murées. M. Julia, qui masque le but de son voyage, est vivement critiqué dans son parti, l'UMP, où l'on accuse de collusion avec la dictature de Saddam Hussein. L'Élysée publie un

communiqué pour feindre son « *étonnement* ». En réalité, le député, qui est appuyé dans sa démarche par des scientifiques français, notamment ceux de la revue *Archeologia-Magazine*, a informé à l'avance Jacques Chirac et bénéficie de la « *bienveillance* » de ses services [7].

Comme annoncé, Bagdad sombre dans l'anarchie à la chute du raïs. Les forces de la Coalition ne sécurisent que le ministère du Pétrole et les sièges des services de répression [8]. Des experts-cambrioleurs se ruent dans les musées nationaux et emportent ce qui peut l'être. Ils pillent identiquement les bibliothèques et mettent le feu derrière eux pour empêcher que l'inventaire de leurs vols ne puisse être établi. Jacques Chirac, Dominique de Villepin et Jean-Jacques Aillagon [9] ameutent la communauté internationale. Mikhaïl Chvydkoï en rajoute [10]. L'ONU [11] et l'UNESCO se saisissent de l'affaire, tandis que le conseiller culturel de la Maison-Blanche, Martin Sullivan, sert de fusible et démissionne [12]. La Coalition, qui continue à prétendre qu'elle est venue libérer le peuple irakien, prend tardivement des mesures [13]. Le département de la Justice détache un groupe de treize agents, le Joint Inter-Agency Coordination group (JIACG), commandé par le procureur-colonel Matthew Bogdanos, pour enquêter sur les faits et récupérer les objets volés. On arrête ici et là des journalistes et des hommes d'affaire indélicats, mais la filière ACCP n'est pas inquiétée, de sorte qu'en pratique, la Coalition lui assure un monopole du trafic et des profits maximaux. En juin 2003, la Coalition achève le déblaiement de la Banque nationale d'Irak, qui a été détruite par les bombardements, et atteint les chambres fortes. Elle y trouve une partie des œuvres cachées par les Irakiens et les Français. La directrice des Antiquités, Nawada al-Mutawali, révèle où se trouvent entreposées les autres et les collections sont reconstituées. Néanmoins plusieurs milliers manquent à l'appel [14]. Il s'agit surtout de sceaux-cylindres et de tablettes cunéiformes qui restaient au musée pour études, mais aussi de quelques pièces majeures dont la liste est communiquée à Interpol.

Pendant ce temps, le groupe de trafiquants lié au département de la Défense, poursuit son pillage. Non plus dans les musées, mais dans les sites archéologiques. Partout, on procède à des travaux sauvages. On exhume des dizaines de milliers d'objets qui sont immédiatement sortis du pays, dont les frontières sont pourtant officiellement fermées, et vendus sur des marchés parallèles [15]. Les pilleurs agissent avec soin pour ne pas abîmer les marchandises, mais ils ne s'intéressent pas aux contextes de leurs trouvailles. Ils se préoccupent uniquement de leur valeur esthétique et commerciale. Pour les archéologues, c'est une nouvelle catastrophe : ces objets sont privés de leur histoire et leurs découvertes n'apporteront aucune connaissance nouvelle sur les civilisations disparues [16]. Le conseiller culturel de la Coalition, l'ambassadeur et archéologue italien Piero Cordone, tente d'arrêter les fouilles sauvages, mais il en est dissuadé lorsque son convoi est attaqué par les GI's qui tuent son inteprète [17].

Pour le peuple irakien et pour la mémoire de l'humanité, le drame ne s'arrête pas là. Si les forces de la Coalition ont pris soin de ne pas bombarder de sites

historiques [18], elles en ont détruit un grand nombre par la suite, sans que l'on sache ce qui relève du vandalisme ignorant et de la vengeance barbare. Sans aucun doute, le scandale maximum a été atteint avec le bétonnage d'Ur : l'US Air Force a construit une base militaire sur le site où s'éleva, il y a six mille ans, la cité d'Eridu et où vécu l'Abraham biblique. Cette destruction est interprétée, à tort ou à raison, par les Irakiens comme l'ultime vengeance des troupes israélo-états-uniennes contre Babylone. Ils se souviennent comment les troupes d'Ariel Sharon procédèrent à des destructions systématiques de sites archélogiques lorsqu'elles envahirent le Liban. En outre, lors des récentes batailles dans le Sud, non plus contre la dictature de Saddam Hussein mais contre la résistance populaire, les forces de la Coalition ont détruit de nombreux monuments islamiques, omeyyades et abbassides. Au cours des combats urbains, l'armée états-unienne dégage le terrain en détruisant tous les édifices.

Devant l'ampleur des pillages et destruction, sans équivalent connu dans l'Histoire, on ne peut que s'interroger sur l'attitude de Washington. Le remodelage du Proche-Orient passe-t-il par l'anéantissement des identités et des cultures locales ?

---

[1] *Il manque encore 10 000 œuvres d'art au musée de Bagdad*, AFP, 20 mai 2004.

[2] *Les "trésors de Nimrod" exposés pendant trois heures au Musée de Bagdad*, AFP, 3 juillet 2003.

[3] Voir Discours de Koïchiro Matsuura, 6 juin 2003. Communiqué, 27 juin 2003. Communiqué, 16 juillet 2003. Communiqué, 29 juillet 2003. Communiqué, 6 août 2003.

[4] Maître Aston Hawkins est ancien vice-président du Metropolitan Museum de New York.

[5] « Blueprint for a Mess » par David Rieff, in *New York Times* du 2 novembre 2003.

[6] Ancien élève du philosophe Martin Heiddeger, Didier Julia est philosophe et égyptologue. Auteur d'ouvrages sur Fichte et directeur du *Dictionnaire Larousse de philosophie*, il est député gaulliste de Seine-et-Marne depuis 1967.

[7] Entretien de Didier Julia avec Thierry Meyssan, 23 avril 2003

[8] Pourtant, un mémo de cinq pages signé par le général Jay Garner, le 26 mars 2003, établissait une liste de sites à sécuriser. Le musée national y figurait en deuxième place. Il ne fut pas respecté, le mandat de Garner n'étant effectif qu'après la chute du régime. Cf. « Troops were told to guard treasures » par Paul Martin, in *The Washington Times* du 20 avril 2003.

[9] Cf. « Un saccage indigne », tribune de Jean-Jacques Aillagon, ministre français de la Culture, *Le Figaro* du 17 avril 2003. « Communiqué conjoint des ministères français de la Culture et des Affaires étrangères », 30 juin 2003.

[10] Cf. »Lettre de Mikhaïl Chvydkoï, ministre de la Culture de la Fédération de Russie au directeur général de l'UNESCO », 28 mars 2003.

[11] Cf. « Communiqué de Kofi Annan », 15 avril 2003.

[12] Cf. *US governement implicated in planned theft of Iraqi artistic treasures* par Ann Talbot, World Socialist Web Site, 19 avril 2003.

[13] Cf. « Coopération pour la protection des antiquités et de la propriété culturelle de

l'Irak », déclaration de Colin Powell, secrétaire d'État des États-Unis, 14 avril 2003. Voir aussi le « Communiqué du département d'État » du 30 avril 2003.

[14] Lors d'une communication à la 49e rencontre assyriologique internationale, qui s'est tenue le 11 juillet 2003 au British Museum, le colonel Bogdanos a reconnu qu'il manquait environ 10 500 pièces au musée de Bagdad, alors qu'il avait évoqué 35 pièces seulement dans ses conférences de presse. Cf. *Update by Colonel Matthew Bogdanos on the situation at the Iraq Museum*, document téléchargeable au format Doc.

[15] Ces objets n'étant pas répertoriés, il est impossible d'en connaître le nombre précis. Cependant la multiplication des offres de vente en Occident de pièces prétendument retrouvées dans des greniers permet aux spécialistes de se livrer à des estimations.

[16] Lire « Le Massacre du patrimoine irakien », enquête d'*Archéologia-Magazine* n°402, juilllet-août 2003. Et *Le Pillage de l'Irak* par Philippe Flandrin, Éditions du Rocher, 2004.

[17] *Tir américain contre la voiture d'un diplomate italien en Irak, un Irakien tué*, AFP, 19 septembre 2003. Le président Bush a téléphoné au président italien du Conseil, Silvio Berlusconi, dès le lendemain, pour lui présenter ses « *excuses* ».

[18] Cf. *Point de presse des officiers de la Coalition chargés de la protection du patrimoine culturel irakien*, 5 avril 2003.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

FOCUS

Le péril islamiste est désormais européen !

Analyse

Daniel Pipes présente dans le *Jerusalem Post* une étude du Nixon Center (*Porteurs de jihad ?*) sur les dangers que l'immigration font peser sur la sécurité nationale des États-Unis. Selon cette étude, 86% des attentats terroristes survenus ces dix dernières années en Occident seraient le fait d'immigrés musulmans. Mais après avoir recruté des agents dans le monde arabe, les dirigeants du jihad les recruteraient en Europe dans des populations désocialisées. Les États-Unis devraient donc désormais se méfier aussi des voyageurs européens lorsqu'ils sont de confession musulmane, mais ils ne peuvent le savoir qu'avec l'aide des services de renseignement européens. Remarquons le procédé utilisé par M. Pipes pour masquer l'origine de ces imputations fantaisistes. La statistique citée n'a pas été établie par le Nixon Center, mais cité par lui à partir des travaux de Rohan Gunaratna, un expert de l'OTAN. Elle porte en réalité non pas sur les auteurs d'attentats, mais sur les personnes arrêtées ou tuées en Occident alors qu'elles étaient suspectées de liens avec Al Qaïda. On pourrait donc s'étonner du chiffre avancé qui suppose que 14% de ces membres suspectés d'Al Qaïda ne soient pas musulmans. Quant à la description apocalyptique des banlieues françaises où des beurs anti-sémites passent leur temps à violer en réunion, le Nixon Center la fonde sur les « expertises » de Jean-François Clair, directeur adjoint de la DST, et du juge anti-terroriste Jean-Louis Bruguière, dont les compétences en matière de sociologie sont bien connues.

Le Premier ministre australien, John Howard, étale ses certitudes dans *The Age*. Selon lui, l'invasion de l'Irak serait une bataille décisive dans la guerre contre le terrorisme et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. Et l'occupation militaire du pays serait indispensable à l'émergence de

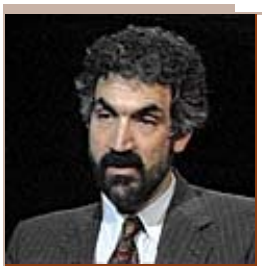
la démocratie. Aucun argument ne vient étayer ses affirmations qui relèvent de la croyance et non de l'analyse.
Tout en soutenant l'intervention en Irak, Michael Howard, leader de l'opposition conservatrice à la Chambre des Communes, somme Tony Blair de se distinguer des Etats-Unis. Il demande dans *The Independent* que le Royaume-Uni retrouve sa marge de manœuvre et son autorité au sein de la Coalition, notamment en disposant d'un envoyé sur place qui soit l'égal et non l'adjoint de Paul Bremer.
Plus radical, Ken Livingstone, le maire « rouge » de Londres, plaide dans le *Guardian* pour un retrait total et immédiat des forces britanniques et états-uniennes d'Irak. Il souligne que loin d'apporter une solution aux problèmes du pays, l'occupation militaire est l'une de leurs sources, et le recours à des renforts ne fera que les renforcer.
Enfin, l'ancien Premier ministre suédois, Carl Bilt, qui avait été candidat au poste de représentant de l'ONU en Irak dans le cas où ce pays aurait été placé sous administration internationale, met en garde contre les projets de yougoslavisation de l'Irak. Il note dans l'*International Herald tribune* que la création d'un État kurde ou d'un État chiite, dont on rêve à Washington et à Tel-Aviv, provoquerait le chaos dans la région. Le propos n'est pas nouveau, mais sa reprise répond à la tentation d'en finir avec l'insurrection irakienne en supprimant non l'insurrection, mais l'Irak.

Peter Hansen, directeur de l'UNRWA, décrit dans *Le Monde* et l'*International Herald tribune* les conditions infernales de vie des réfugiés palestiniens au Moyen-Orient. C'est cette réalité humaine, et non des intentions politiques particulières, qui justifie la tenue de la première conférence mondiale d'aide à ces populations.

Les sénateurs Max Baucus et Mike Enzi demandent dans le *Los Angeles Times* que la Maison-Blanche renverse sa politique face à Cuba. Les nouvelles restrictions de voyage pèsent sur la population, pas sur le régime. Pour aider les Cubains, il faudrait au contraire favoriser l'ouverture de leur pays.

Réseau Voltaire

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : *« Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington »*. Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Équipes d'intervention et cellules dormantes »

Source : Jerusalem Post
Référence : « Hit squads and sleeper cells », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 19 mai 2004.

À la seule exception de l'attentat d'Oklahoma City, en 1995, toutes les attaques terroristes majeures en Occident lors de la dernière décennie ont été perpétrées par des immigrés, dont 86 % de musulmans. Robert S. Leiken du Nixon Center a mené une enquête sur ce sujet et conclut que les attentats sont toujours menés par des cellules dormantes ou des groupes d'intervention. Ces derniers entrent dans le pays avec une mission spécifique tandis que les cellules dormantes peuvent rester des années inactives et le moment venu fournir une aide logistiques ou mener une opération.

Il existe toutefois une différence entre les populations musulmanes d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest. Ces dernières étant aliénées culturellement, marginalisées socialement et souffrant du chômage, on a vu une seconde génération musulmane que ces pathologies ont conduit à mener des viols en réunion, des attaques antisémites et des violences anti-américaines. Leiken remarque que les populations musulmanes nord-américaines n'ont pas les mêmes caractéristiques et, compte tenu de leur meilleure situation, elles n'ont pas les mêmes comportements antisociaux. Ceux qui soutiennent le jihad le financent, mais ne s'y engagent pas.

C'est pour cette raison que les islamistes recrutent maintenant en Europe afin que leurs agents puissent entrer sans problèmes aux États-Unis et y rester 90 jours sans visa. La même stratégie est utilisée pour frapper Israël. Vu la situation, il est important d'intégrer davantage les populations musulmanes d'Europe. Il faut également que les services de renseignement nord-américain et européens reconnaissent qu'ils font face à des problèmes différents. Il faut transformer les politiques d'immigration et les contrôles aux frontières.

John Howard

John Howard est Premier ministre australien.

« Un test de valeur, de personnalité et de direction »

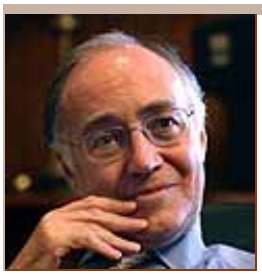
Source : The Age
Référence : « A test of values, character and leadership », par John Howard, *The Age*, 20 mai 04

L'Irak est engagé dans un conflit complexe de valeurs et d'idéaux. Il oppose la majorité des Irakiens qui veulent établir une démocratie viable dans leur pays à une minorité violente qui veut instaurer une dictature de type talibane. En définitive, c'est une guerre de convictions dans laquelle le monde libre est prêt à protéger et encourager les valeurs démocratiques. C'est également une bataille essentielle de la guerre au terrorisme et non une diversion comme certain l'affirment.

Les terroristes déploient des moyens considérables pour briser la volonté de la Coalition. Chaque attaque conduite contre les États-Unis est présentée par les porte-parole du terrorisme international comme une victoire dans leur guerre contre les États-Unis. Notre échec serait un outil de propagande essentiel pour le terrorisme, mais l'émergence de la démocratie serait un revers majeur pour lui et une grande victoire pour les populations du Moyen-Orient. L'Australie doit contribuer à l'effort en Irak.

Grâce à l'action de la Coalition, l'Irak n'est déjà plus dirigée par un meurtrier et elle a donné un signal clair aux États voyous et aux groupes terroristes. Grâce à notre action, le monde fait face aux armes de destruction massive. L'Irak est désormais la première ligne de front de la guerre au terrorisme et les deux prochains mois seront critiques. Les troupes de la Coalition ne devront pas quitter le pays avant que leur mission ne soit finie. C'est un test pour l'Australie et un test de volonté et de direction.

Michael Howard



Ancien ministre de l'intérieur britannique conservateur (1993-1997), Michael Howard est le dirigeant de l'opposition conservatrice à la

« Tony Blair doit être plus honnête sur l'Irak »

Source : The Independent
Référence : « Tony Blair must be more honest over Iraq », par Michael Howard, *The Independent*, 20 mai 2004.

Il a toujours été clair que gagner la guerre et renverser Saddam Hussein n'était que la première partie du travail de la Coalition. La seconde grande tâche sera de gagner la paix. Le Parti conservateur a soutenu la guerre et, malgré les difficultés actuelles, l'Irak est un meilleur endroit aujourd'hui qu'il ne l'était

Chambre des Communes.

sous Saddam Hussein.
Lorsque je me suis rendu en Irak, j'ai vu la finesse avec laquelle les forces britanniques travaillent pour faire face aux difficultés rencontrées. On peut imaginer à quel point les photos truquées du *Mirror* ont dû les blesser.
Toutefois, le soutien de mon parti à la guerre ne signifie pas que nous devons nous interdire toute critique. Contrairement à ce qu'affirme Tony Blair, le critiquer ne veut pas dire que nous ne soutenons pas nos troupes.
Je pense que nous devrions avoir un représentant britannique à Bagdad ayant les mêmes missions que L. Paul Bremer, afin de nous faire entendre. Il faut clarifier les questions non résolues sur la possibilité d'un retrait de nos troupes au cas où un futur gouvernement intérimaire nous le demanderait. On ne peut également conclure qu'au manque de compétences dans le gouvernement quand on sait que le CICR lui avait donné son rapport sur les mauvais traitements en Irak depuis février. Il faut que Blair cesse de garder secret les conseils ou les réserves qu'il émet sur la politique de Bush. Quand nous nous distinguons des États-Unis, nous devons le faire savoir et l'expliquer aux Britanniques.

Ken Livingstone

Ancien député britannique travailliste aujourd'hui dissident du New Labour, Ken Livingstone est maire de Londres.

« Nous devons nous retirer »

Source : The Guardian
Référence : « We must withdraw », par Ken Livingstone, *The Guardian*, 19 mai 2004.

La situation en Irak est pire que celle de la guerre du Vietnam. Aujourd'hui il n'y a plus le choix qu'entre deux alternatives radicalement différentes : accroître le nombre de troupes britanniques ou bien retirer toutes les troupes britanniques et états-uniennes.
Plus la situation évolue, plus il devient évident qu'il faut nous retirer d'Irak. Les images de tortures et la dégradation de la situation au niveau de la sécurité sont les conséquences logiques d'une mauvaise politique. Sans soutien international, les troupes de la Coalition ne pouvaient pas être vues comme légitimes. On ne sait pas ce que les Irakiens pensent de leur présence ou de la résistance irakienne, mais il est de plus en plus clair que la grande majorité n'aidera pas la Coalition. Notre vrai problème est un problème politique de légitimité, pas un problème militaire, les interventions militaires peuvent donc même faire empirer la situation. C'est également ce problème de légitimité qui entraîne l'usage de la torture pour obtenir des informations. C'est ce qui a conduit aux actes commis à Abu Ghraib.
Les attaques se poursuivront après le transfert de souveraineté car sans contrôle de la sécurité ce nouveau gouvernement non élu n'aura rien de « souverain ». Il est nécessaire de transférer l'autorité à l'ONU et d'organiser des élections dès que possible. La future administration irakienne collaborera avec l'ONU pour les mesures de sécurité et la Ligue arabe devra envoyer des troupes.

Carl Bildt

Carl Bildt est ancien Premier ministre de Suède (1991-1994) et ancien envoyé spécial du secrétariat général de l'ONU pour les Balkans (1999-2001). Il est membre des conseils d'administration du Center for European Reform à Londres et de la Rand Corporation aux États-Unis.

« La dangereuse idée de diviser l'Irak »

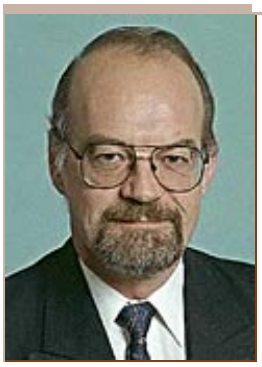
Source : International Herald Tribune
Référence : « The dangerous idea of partitioning Iraq », par Carl Bildt, *International Herald Tribune*, 20 mai 2004.

Les discussions sur l'avenir de la Coalition en Irak sont de plus en plus désespérées car les rêves d'avant-guerre sur l'installation rapide d'un gouvernement représentatif en Irak n'étaient que des rêves. Cela n'aurait pas dû nous surprendre, la reconstruction d'un pays est toujours difficile. Elle l'est plus encore quand il s'agit d'un pays qui a la diversité ethnique et religieuse typique des anciennes provinces de l'empire ottoman

Les difficultés poussent certains à envisager une nouvelle stratégie qui passe par la partition de l'Irak, présentant sa création après la Première Guerre mondiale comme une erreur équivalente à la création de la Yougoslavie. Toutefois, même si on peut continuer à discuter de la pertinence de la division de la Yougoslavie, il faut admettre que sa division a entraîné une décennie de conflits brutaux et qu'une partition de l'Irak serait encore pire car les luttes pour le contrôle du pétrole s'étaleraient sur des générations.

En outre, un Kurdistan autonome provoquerait l'hostilité de Téhéran, Damas et Ankara et un pays chiite lié à l'Iran celle d'Amman et Riyad. C'est toute la région qui peut alors s'embraser. Les États-Unis et Israël jouent avec le feu en voulant balkaniser l'Irak. Ils sapent les efforts et le moral de ceux qui veulent reconstruire un Irak uni tout en encourageant ceux qui rêve d'un pillage d'un Irak éclaté. Il faut reconstruire le pays en rappelant que la communauté internationale veut un Irak uni.

Peter Hansen



Peter Hansen est commissaire général de l'United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA).

« Visitez un camp palestinien ! »

Source : Le Monde
Référence : « UN Relief and Works Agency : A tour of the Palestinian refugee camps », par Peter Hansen, *International Herald Tribune*, 19 mai 2004.
« Visitez un camp palestinien ! », *Le Monde*, 19 mai 2004.

Si vous vous trouvez en Jordanie, en Syrie, au Liban ou dans les territoires occupés, allez visiter un camp de réfugiés palestiniens. Vous verrez des rues si étroites qu'on est obligé de mettre les cercueils à la verticale quand on doit leur faire prendre un virage. Vous verrez des familles entassées à 13 ou plus dans ce qui n'est souvent guère mieux qu'une cabane améliorée. Dans certains de ces abris, les mères dorment avec leur bébé sur les genoux de peur que les rats ne les attaquent.

Vous verrez des égouts pullulants d'insectes en été et inondant les habitations en hiver. Vous verrez les écoles ou des professeurs tentent d'enseigner à plus de

50 élèves le matin et à 50 autres l'après midi. Puis, visitez des cliniques où des médecins traitent 115 patients quotidiennement. Ce que vous imaginez est en deçà de la vérité. Depuis plus de 50 ans, l'UNRWA s'occupe de ces réfugiés, mais alors qu'elle disposait auparavant de 200 dollars par réfugiés, elle ne dispose plus que de 70 dollars.

L'UNRWA fait de son mieux et a eu quelques réussites, mais le manque de moyens est désormais criant. Afin d'arrêter l'hémorragie, l'UNRWA et le gouvernement suisse ont invité 70 pays à participer à une conférence qui visera à améliorer la vie des réfugiés palestiniens. Allez vous promener dans un camp et vous comprendrez pourquoi cette conférence, une première, est essentielle.

Max Baucus, Mike Enzi

Max Baucus est sénateur démocrate du Montana et cofondateur du groupe de travail du Sénat sur Cuba. Il a soutenu une loi demandant l'allégement de la législation sur l'interdiction de voyager à Cuba.

Mike Enzi est sénateur républicain du Wyoming et cofondateur du groupe de travail du Sénat sur Cuba. Il a soutenu une loi demandant l'allégement de la législation sur l'interdiction de voyager à Cuba.

« Alors que les terroristes complotent, Oncle Sam paye pour arrêter les cigares cubains »

Source : Los Angeles Times
Référence : « As Terrorists Plot, Uncle Sam Pays to Halt Cuban Cigars », par Max Baucus et Mike Enzi, *Los Angeles Times*, 19 mai 2004.

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis se sont lancés dans la guerre au terrorisme. Leur premier mouvement a été peut-être le plus intelligent : geler les avoirs de groupes suspectés de terrorisme car, comme l'a noté George W. Bush, l'argent est le flux vital des opérations terroristes. Aujourd'hui, ce postulat est toujours vrai, mais au département du Trésor on ne consacre plus beaucoup de ressources à cet effort.

Le bureau de contrôle des investissements étrangers du département du Trésor emploie 120 personnes dont 21 consacrent tout leur temps à un seul des 19 programmes de sanction : Cuba. Une décennie après l'effondrement du bloc soviétique, les États-Unis continuent d'interdire les voyages à Cuba hormis pour les Américains y ayant de la famille et pour les vendeurs de nourriture. C'est le bureau de contrôle des investissements étrangers qui s'assure du respect de ces interdictions. Il a permis d'arrêter des criminels aussi dangereux qu'un professeur d'université chrétienne qui était parti y vendre des Bibles ou qu'un homme de Washington venu répandre les cendres de ses parents près de l'église où ils s'étaient mariés 50 ans plus tôt. Cela a permis de découvrir plus de 300 violations des importations de cigares cubains. Depuis 1994, le département du Trésor à mené 93 enquête sur la terrorisme, mais 10 683 sur l'embargo cubain, un embargo qui ne fait que frapper le peuple cubain et nos efforts pour que l'île se réforme et s'ouvre au monde.

Aujourd'hui, alors que 60 % des Cubains vivent avec l'aide de dollars envoyés par leurs familles ou gagnés grâce au tourisme, l'administration Bush veut renforcer l'embargo. Il faut au contraire permettre à Cuba de s'ouvrir sur le monde pour accélérer le changement et se concentrer davantage sur la guerre au terrorisme.